



PRÉFET DU BAS-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ 21 FEV. 2013
du

mettant en demeure la société EUROPLAVAGE à Erstein
de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 février 2007

Le Préfet de la Région Alsace
Le Préfet du Bas-Rhin

- VU le livre V, titre 1^{er} du code de l'environnement et notamment son article L.514-1 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 19 février 2007 autorisant la société EUROPLAVAGE à exploiter les installations situées rue Ettore Bugatti à Erstein ;
- VU le rapport du 1er février 2013 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que de nombreux dépassements des valeurs limites sont observés sur les caractéristiques des effluents aqueux générés par le lavage de citernes et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 9.3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2007 susvisé ;

CONSIDÉRANT que plusieurs conteneurs de liquides polluants sont stockés sans être associés à une capacité de rétention et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 9.2.2 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2007 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'analyse des effluents gazeux de l'installation de génération de vapeur ne prend pas en compte tous les paramètres prescrits et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 8.5 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2007 susvisé ;

CONSIDÉRANT que sont ainsi réunies les conditions imposant l'application de la mise en demeure préfectorale définie à l'article L 514-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin

A R R Ê T É

Article 1^{er} : La société EUROPLAVAGE dont le siège social est situé rue Ettore Bugatti à Erstein, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse, dans un délai de 3 mois, les prescriptions des articles de l'arrêté préfectoral du 19 février 2007 reprises ci-après :

Article 8.5

« Les effluents gazeux rejetés sont contrôlés avant toute dilution selon la fréquence suivante :

<i>Nature de l'installation / identification de l'émissaire</i>	<i>Paramètre</i>	<i>Périodicité</i>
<i>Générateur d'eau chaude</i>	<i>Poussières, Oxyde de soufre en équivalent SO₂, Oxyde d'azote en équivalent NO₂</i>	<i>triennale</i>

Les conduits et cheminées d'évacuation des rejets atmosphériques sont équipés de dispositifs obturables et commodément accessibles permettant le prélèvement d'échantillons destinés à l'analyse, dans des conditions conformes aux normes en vigueur. »

Article 9.2.2

« Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.(...) »

Article 9.3.1.2

« Les rejets dans une station d'épuration collective urbaine (ou industrielle) doivent avoir fait l'objet d'une étude de traitabilité et satisfaire aux conditions fixées par l'autorisation de raccordement au réseau public délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau (art. 34 de l'AM 02/02/98).

Les caractéristiques de l'effluent rejeté ne dépassent pas les valeurs suivantes :

- *pH : entre 5,5 et 8,5*
- *débit maximal journalier : 60 m³/j*
- *concentrations et flux maximaux sur eaux brutes (non décantées) :*

<i>Repère du rejet</i>	<i>Paramètre</i>	<i>Concentration moyenne(en mg/l)</i>	<i>Flux sur 24 h consécutives (en kg/j)</i>
<i>En sortie de station d'épuration</i>	<i>DCO</i>	<i>350</i>	<i>21</i>
	<i>DBO₅</i>	<i>200</i>	<i>12</i>
	<i>MEST</i>	<i>300</i>	<i>18</i>
	<i>Azote global</i>	<i>50</i>	<i>3</i>
	<i>Ptotal</i>	<i>10</i>	<i>0,6</i>

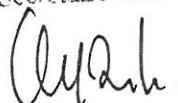
»

Article 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L514-1 du Code de l'Environnement.

Article 3 : Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur de la société EUROPLAVAGE, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'inspection des Installations Classées), le Sous-préfet de Sélestat-Erstein, le maire de Erstein, le Commandant du Groupement de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général



Christian RIGUET

Délais et voie de recours

Art. R 421-1 du Code de Justice Administrative

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.